

**Le conseil du territoire  
PARIS TERRES D'ENVOI**

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 45

Excusés : 24

Absents : 11

**REUNION DU 07 JUILLET 2025**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an **DEUX MILLE VINGT-CINQ**, le **LUNDI SEPT JUILLET** à **VINGT HEURES**, le conseil de territoire, dûment convoqué le **PREMIER JUILLET** **DEUX MILLE VINGT-CINQ**, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Antoine de Saint-Exupéry (anciennement Pierre Peugeot), 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de monsieur Bruno BESCHIZZA.

**ETAIENT  
PRESENTS**

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ARAB Dalila, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAVAROC Grégory, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DOSSOU Marie-Ange, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme ELSODY Arhella, Mme FILIPOVIC Biljana, M. GESELL Quentin, M. GODARD Jacques, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, Mme MAROUN Séverine, Mme MEGHRAOUI Gemmila, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, M. SAULIERE Gilles, M. SIBY Oussouf, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges- Marie, M. ZANGRILLI François.

**EXCUSES**

Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. BAILLON Jean-François, M. BELOUCHAT Rachid, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAIHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CHAUSSAT Jacques, Mme COLLET Marie-Claude, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LAGNEAU Muriel, M. LASTAPIS Michel, M. MARQUES Paulo, Mme MEKKI Chérifa, Mme MEYER Karine, M. MILLARD Jean-Luc, M. MOULINNEUF Serge, Mme PINHEIRO Amélie, M. RANQUET Jean-Philippe, M. VAZ Micaël, Mme YOUSSEF Mélissa,

**AYANT  
DONNE  
POUVOIR A**

Mme VALLETON Martine, Mme de CARVALHO Virginie, Mme ARAB Dalila, M. SIBY Oussouf, M. SAULIERE Gilles, M. CHANTRELLE Laurent, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. GESELL Quentin, M. MANGIN Anthony, M. RAMADIER Alain, M. TURBIAN Julien, M. CARRE Julien, Mme ELSODY Arhella, M. CHAVAROC Grégory, Mme MISSOUR Sabrina, M. BLANCHET Stéphane, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MEGHRAOUI Gemmila, M. PRUNIER Gérald, M. CANNAROZZO Frank, M. BOUMEDJANE Karim, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MIGNOT Didier,

**ABSENTS**

M. ATTIORI Olivier, Mme BENAMOUR Mériem, Mme BOUR Patricia, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, M. FERREIRA Lino, M. HAN Bo, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. MARAN Max, M. MEIGNEN Thierry, Mme SAGO Aïssa.

**SECRETAIRE  
DE SEANCE**

Mme LEMARCHAND Brigitte

**DELIBERATION N°92 – EMPLOI FORMATION INSERTION – RENOUELEMENT DES CONVENTIONS D'APPUI AUX  
POSTES DE FACILITATEURS LOCAUX POUR LES ASSOCIATIONS MDE CONVERGENCE ENTREPRENEURS ET COMPETENCES EMPLOI**

**Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de M. Grégory CHAVAROC,

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** l'article L.5219-2, dans sa rédaction résultant de l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**Vu** le décret 2015 – 1660 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial (EPT),

**Vu** la délibération n° 126 du conseil de territoire de l'EPT Paris Terres d'Envol du 13 novembre 2017 portant sur la définition de la compétence territoriale en matière d'emploi, de formation et d'insertion,

**Vu** la délibération n°85 du 4 juillet 2022, portant sur le renouvellement des conventions avec la MDE Convergence Entrepreneur et Compétences Emploi,

**Vu** les projets de conventions ci-annexé

**Vu** le budget de l'exercice en cours,

**Considérant** les opportunités d'emploi des grands projets du territoire (Grand Paris Express, Programmes de renouvellement urbain...).

**Considérant** que la mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés gérés ou pilotés par l'EPT se développe fortement, notamment ceux en lien avec les grands projets du territoire, et nécessite une forte mobilisation des facilitateurs et des prescripteurs en proximité avec les publics.

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20250707-92-07-07-2025-DE  
Date de télétransmission : 18/07/2025  
Date de réception préfecture : 18/07/2025

**Considérant**, les résultats positifs des conventions signées en 2019 et renouvelées en 2022 avec MDE Convergence Entrepreneurs et Compétences Emploi, arrivées à échéance le 31 décembre 2024, en termes d'augmentation des heures d'insertion réalisées par les publics de ces communes sur les projets intercommunaux et au-delà.

**Considérant** la délibération n°105 du 28 juin 2021 approuvant la mise à disposition de services aux villes porteuses de facilitateurs locaux (les villes de Drancy, Dugny, Le Bourget, Tremblay-en-France, et Villepinte), apportant le même soutien financier.

**Considérant** l'existence et le maintien des postes de facilitateurs portés par les associations MDE Convergence Entrepreneurs à Aulnay-sous-Bois et Compétences Emploi à Sevran et la nécessité de poursuivre le partenariat et le soutien à ces postes dans le cadre du renouvellement de la convention d'objectifs et de moyens, à la suite de l'arrivée à échéance de la précédente convention au 31 décembre 2024.

**Après en avoir délibéré,**

- **Approuve** les conventions d'objectifs et de moyens entre l'EPT et Compétences Emploi, et entre l'EPT et la MDE Convergence Entrepreneurs renouvelables deux fois par tacite reconduction pour une durée maximale de 3 ans.
- **Autorise** le président à signer lesdites conventions ainsi que tout document y afférent.
- **Attribue** un montant de 15 000 € annuel, à chacune de ces deux structures, pour une durée maximale de trois ans, dès l'exercice 2025.
- **Dit que** les crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours et seront inscrits aux budgets des exercices suivants 2026 et 2027.

**Adopte à l'unanimité**

(64 VOIX POUR, 5 NPPV : DALILA ARAB,  
JEAN-FRANÇOIS BAILLON, BRUNO BESCHIZZA,  
STEPHANE BLANCHET, FRANK CANNAROZZO)

